

Selarl ATMOS Avocats
Bonnes pratiques 2017

GLOBAL COMPACT - COP - février 2018

SOMMAIRE

LA DECLARATION

LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

NOTRE ENGAGEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

PRINCIPES RELATIFS AU DROIT DE L'HOMME

PRINCIPES RELATIFS AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

PRINCIPES RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

PRINCIPES RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

CONCLUSION

LA DECLARATION

Nous avons le plaisir de vous renouveler par la présente l'engagement de la SELARL Huglo Lepage & Associés à adopter, soutenir et appliquer les 10 principes du Pacte Mondial. Nous renouvelons ainsi notre volonté de faire progresser ces principes tant en interne qu'en externe.

Dans ce contexte je vous prie de trouver ci-dessous l'illustration au sein de notre société d'un certain nombre de principes, ainsi que de leur évolution.

Alexandre Moustardier, avocat, associé co-gérant du cabinet Huglo Lepage & Associés.



Marie-Pierre Maître, avocate, associée co-gérante du cabinet Huglo Lepage & Associés.



François Braud, avocat associé du cabinet Huglo Lepage & Associés.



Julien Girard, avocat associé du cabinet Huglo Lepage & Associés.



LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

Droits humains

- ◇ Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence.
- ◇ Veiller à ce que leur propre compagnie ne se rende pas complice de violations de droit de l'homme.

Conditions de travail

- ◇ Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociations collectives.
- ◇ Eliminer toute forme de travail forcé ou obligatoire.
- ◇ Abolir de façon effective le travail des enfants.
- ◇ Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

- ◇ Appliquer le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.
- ◇ Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
- ◇ Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

- ◇ Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots de vin.

NOTRE ENGAGEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

1/ Accompagner nos clients pour une meilleure appréhension du droit du développement durable.

Cabinet d'avocats engagé et précurseur en droit de l'environnement depuis une quarantaine d'années la Selarl ATMOS Avocats (anciennement Selarl Huglo Lepage & Associés) continue de se développer dans une optique de promotion tant interne qu'externe du développement durable.

Ainsi les membres du cabinet sont tous sensibilisés et incités à suivre cette voie suivant leur domaine de compétence. Par exemple, Marie-Pierre Maître avocate associée également au sein du cabinet dirige le service veille juridique. Ce service est dédié à l'accompagnement des clients pour une meilleure compréhension et application du droit de l'environnement et de la santé sécurité au travail dans leur entreprise.

En particulier les veilles réglementaires et les formations dispensées au sein des entreprises permettant aux clients de s'engager et de maintenir leur certification ISO 14001 et OHSAS 18001.

Très impliqué dans les démarches RSE, Julien Girard a été missionné par plusieurs clients pour les accompagner dans la rédaction d'une charte éthique et d'un rapport de développement durable.

2/ Faire évoluer le droit de l'environnement à travers nos activités doctrinales.

- Notre présence au sein de l'ACE (Association des Avocats Conseils d'Entreprise), et au Conseil National des Barreaux.

Deux associés du cabinet membres de l'ACE, Alexandre Moustardier et François Braud, sont co-présidents de la Commission environnement et développement durable.

Alexandre Moustardier est ancien membre du Conseil de l'Ordre des avocats de Paris notamment en charge des questions environnementales pour l'Ordre, et membre du Conseil National des Barreaux.

- Les avocats du cabinet Huglo Lepage dispensent régulièrement des formations.

Les associés et certains collaborateurs s'engagent à dispenser des formations en droit de l'environnement et de la santé sécurité au travail.

- les avocats du cabinet font évoluer le droit de l'environnement à travers la doctrine et par leur présence dans des instances

Le cabinet est très présent dans les comités de rédaction de revues de droit de l'environnement.

-Marie-Pierre Maître a été nommée au CSPRT (Conseil Supérieur de la prévention des Risques Technologiques) en Mars 2015 : ce Conseil avait à l'origine pour compétence exclusive celle des « installations classées » ; le conseil supérieur des installations classées a été créé en 1976 pour examiner l'ensemble de ces questions. En 2010, il a été décidé de réunir plusieurs commissions au sein de ce Conseil, afin de simplifier et rationaliser les Commissions consultatives. Il a également été jugé intéressant de traiter dans une même instance des sujets connexes du risque industriel, du risque nucléaire et du risque de transport de matières dangereuses par canalisations.

Ce Conseil peut également être saisi par le ministre de tout autre sujet relatif à la prévention des risques technologiques.

Le cabinet a donc une action doctrinale importante en faveur du droit de l'environnement et du développement durable.

3/ Le développement d'une démarche vers un plan de développement durable

Le cabinet va mettre en œuvre une démarche de développement durable pour de nombreuses raisons :

- Prévenir et maîtriser les risques environnementaux et sociaux Innover,
- Dégager un avantage de marché, une différenciation et une augmentation de la valeur de la marque
- Prendre en compte les besoins des clients de manière plus globale et plus pérenne
- Anticiper ou se conformer aux contraintes réglementaires
- Réduire ses coûts Valoriser son image et préserver son crédit dans la société
- Mobiliser le personnel pour s'engager dans une démarche volontaire et responsable Répondre aux attentes et renforcer ses relations avec ses parties prenantes
- Innover, être performant

Le cabinet a été certifié Iso 9001 pendant plus de 20 ans et a donc acquis une maturité certaine dans le suivi et la maîtrise du management de la qualité.

Profitant d'un changement de raison de raison sociale au 1^{er} janvier 2018 induit par le départ de deux associés et de leurs équipes, les 4 associés Marie-Pierre Maître, Alexandre Moustardier, François Braud et Julien Girard souhaitent donner un

nouveau souffle au cabinet en s'engageant encore plus loin dans le développement durable.

Un plan de développement durable va donc être mis en place au sein du cabinet.

Le schéma suivi pour la mise en place de ce plan sera le suivant :

I- Les objectifs

Ce plan de management est un outil que nous allons développer en interne (compte tenu de la dimension de notre entreprise) afin de présenter l'organisation et la dynamique de notre démarche de développement durable.

Ce plan sera :

Complet : il regroupera sous un ensemble de procédures et actions conjointes les dimensions environnementales, socio-économiques, qualité, santé et sécurité de notre établissement.

Evolutif et constructif : il témoigne de l'amélioration continue de notre démarche de progrès.

Intégré par la direction des 4 associés : validé par celle-ci et remis à jour tous les ans.

Disponible : il sera communiqué en interne et en externe via notre site internet.

Pour veiller à la qualité des actions menées au sein du cabinet, l'amélioration continue sera suivie par une évaluation annuelle.
L'information sera communiquée en interne puis en externe.

II- Le cabinet Atmos et le développement durable

Le cabinet a été certifié ISO 9001 pendant plus de 20 ans. Il a été l'un des premiers cabinets d'avocats français à obtenir la certification.

Cette certification nous a permis notamment de suivre notre « amélioration continue » dans le cadre de notre système de Management de la Qualité.

Les actions mises en place, l'évaluation des résultats et les objectifs à atteindre faisaient l'objet d'un suivi interne (audits diligentés par nos deux auditeurs qualifiés) et externe (une fois par an par un auditeur externe au cabinet) afin de répondre aux exigences du principe d'amélioration continue.

Une fois par an, les associés se réunissaient avec la responsable qualité lors d'une revue de direction qui permettait de faire un point sur les objectifs, leur état d'avancement, les axes d'amélioration, les actions entreprises...

Le cabinet est donc rompu à cet exercice et souhaite donc continuer dans cette démarche.

III- Les outils et fondamentaux de la démarche de développement durable

1) *Les valeurs de notre entreprise*

A travers ses actions, le cabinet Atmos Avocats veut respecter 3 grandes valeurs :

- Création d'un lien fort avec le client (fidélisation)
- Exigence et excellence du travail
- Rigueur et technicité

Le cabinet se caractérise également par une politique interne orientée vers la coopération et la bonne entente. Le cabinet a toujours tourné sa politique vers l'humain en plaçant les intérêts, tant de la clientèle que du personnel au centre de ses préoccupations.

Enfin dans une optique de préservation de l'environnement le cabinet a toujours eu pour objectif de réduire à son échelle bien entendu, les impacts de ses activités (recyclage, récupérateurs divers, fournitures « vertes » ...)

2) *Nos engagements environnementaux*

Notre engagement en faveur d'un développement plus durable, nous amène à prendre en compte d'une manière objective la dimension de l'impact environnemental de nos activités et de nos services de la façon la plus appropriée.

Pour cela le cabinet s'engage sur quelques premières pistes de réflexion :

- Réduction des déchets par le biais de l'installation de bacs de récupération des ampoules par exemple ... en plus des containers traditionnels.
- Réduction au minimum de nos voyages en avion
- Effort sur l'isolation des locaux

3) *Nos engagements socio-économiques*

- Conforter notre politique d'achats éco-responsables (Mise à jour permanente de notre liste de fournitures habituelles pour faire le choix des moins impactantes pour l'environnement (essai actuel sur des cartouches d'imprimantes recyclées et compatibles)
- Poursuivre notre collaboration avec l'atelier aidé « La roselière »

4) *Qualité*

Dans un cabinet d'avocats de niche, la satisfaction de la clientèle toujours plus exigeante est une réelle priorité.

Nous souhaitons parfaire la qualité de nos services en y intégrant le développement durable

Cette démarche fera l'objet d'une communication complète et transparente dans à l'externe qu'en interne.

5) *Santé- Sécurité*

Gestion des risques maîtrisée notamment par la mise à jour régulière du document unique de prévention des risques professionnels.

Stockage sécurisé et défini ou externalisation

Protection sociale des employés, couverture mutuelle, maladie et assurance.

Suivi des recommandations de la médecine du travail et/ ou de l'inspection du travail

Respect des normes réglementaires (ex : sécurité incendie, contrat de maintenance pour les extincteurs)

Conclusion :

La Selarl ATMOS Avocats souhaite fonder sa politique de gestion autour du développement durable, principe qui fait à présent partie intégrante de sa culture d'entreprise.

Elle est d'autant plus investie qu'un de ses domaines d'activité attrait au droit du développement durable.

C'est dans cet optique que le cabinet veut poursuivre son implication dans une démarche la plus vertueuse possible de développement durable.

4/ Des réalisations concrètes

En interne, il a été demandé notamment à la personne responsable des commandes de fournitures et de consommables une vigilance accrue sur les quantités et la qualité des produits nécessaires, ainsi que leur provenance.

Une étude vous sera présentée plus loin.

La stratégie générale du cabinet s'inscrivant dans le développement durable, nous avons suivi, par une démarche volontaire, les juridictions administratives qui souhaitent mettre en place un système de procédure dématérialisée dite « Télérecours » qui évitera à l'avenir l'envoi des actes de procédures (jugements, convocation aux audiences, pièces...) par fax ou par courrier, et par conséquent une économie de papier et de temps. **Idem pour les instances européennes avec notre adhésion au système « e-curia » <https://curia.europa.eu/e-Curia>.** (Nouveauté 2015)

Ces procédures dématérialisées permettent de gérer l'ensemble des communications par le biais d'internet.

PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

- Du fait de ses activités, de son implantation géographique française, de la localisation de ses missions et de ses fournisseurs, le cabinet n'est pas confronté à la difficulté de faire respecter le droit international relatif aux droits de l'homme.

Cependant, depuis sa création le cabinet qui place l'environnement (son domaine de prédilection) au cœur de sa politique et de son activité œuvre donc naturellement pour le respect des droits de l'homme.

- Le cabinet travaille avec des fournisseurs proposant des produits respectueux de l'environnement et fabriqués dans des conditions conformes à la dignité humaine.

Ce critère est intégré dans la sélection de tous nos fournisseurs.

Ex : <http://www.pleinciel.fr/qui-sommes-nous/charte-developpement-durable.html>

-Partenaire de l'Atelier de la Roselière, entreprise adaptée Fabrication-Conditionnement-Sous traitance de fournitures de bureau :

"L'Atelier de la Roselière favorise l'insertion professionnelle et sociale des travailleurs handicapés qui ne peuvent trouver leur place dans le circuit économique ordinaire. L'atelier emploie des personnes reconnues travailleurs handicapés et orientés par la "MDPH"(Maison Départementale des personnes handicapées) dont le handicap nécessite des conditions particulières d'emploi."

Le cabinet Atmos Avocats commande régulièrement des fournitures afin d'aider le développement de cette initiative.

PRINCIPES RELATIFS AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

La liberté d'association et la reconnaissance du droit à la négociation collective sont encadrés par le droit social français et s'impose à tous.

Du fait de ses activités, de son implantation géographique française, de la localisation de ses missions et de ses fournisseurs, le cabinet n'est pas confronté à la problématique du travail forcé ou obligatoire, ni du travail des enfants.

L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession est également très encadrée par le droit social français mais ne pose aucun problème au sein du cabinet notamment en ce qui concerne la parité homme/femme.

La totalité du personnel salarié est féminine et parmi les avocats et juristes il y a 7 hommes et 7 femmes.

En ce qui concerne les conditions de travail des membres du cabinet :

Les visites de la médecine du travail ont permis d'améliorer les conditions de travail et de mieux aménager les postes de travail (l'ensemble des actions est répertorié dans le document unique), comme l'acquisition de repose-pied, réglage des écrans.

Nos taux d'absentéisme, d'accident du travail ou de trajet sont extrêmement bas depuis des années.

La recommandation d'espace pour une personne à son poste de travail de 10m² et de 12m² pour deux personnes est largement respectée.

PRINCIPES RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

Des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ont été prises au cabinet depuis plusieurs années maintenant.

Amélioration de la gestion de l'environnement, en particulier celle des déchets. Bien que nous soyons prestataire de services, nous produisons des déchets comme tout à chacun.

Le cabinet a donc mis en place un système non seulement de :

Tri des déchets :

- Poubelles exclusivement réservées au papier.
- Récupérateur de piles usagées, nous avons souscrit en 2014 un contrat avec la société Corepile (cf conclusion)
- Depuis 2013 le cabinet va plus loin que le tri des déchets. En effet les collectes bénévoles de piles et de cartouches ont, pour la plupart, cessé leur activité.

Nous avons souscrit un contrat en 2013 avec la poste « Recy'go », des récupérateurs de papier étaient installés dans chaque bureau (les Eco'belles), et la poste venait les collecter toutes les semaines pour recyclage.

Début 2015 nous avons mis fin à ce contrat pour collaborer avec une autre société filiale du groupe Paprec : Confidentialys qui nous garantit une confidentialité quasi-totale du traitement de nos déchets papier. (cf conclusion)

En ce qui concerne les cartouches de photocopieurs, nous avons passé un contrat en 2015 avec notre fournisseur CANON qui vient les récupérer.

Pour les cartouches d'imprimantes, c'est la société COLEC'TAS qui les récupère gratuitement pour les recycler. L'entreprise met à disposition des cartouchières et établit les documents de traçabilité du déchet.

- Le cabinet a déménagé fin octobre 2014, et nous avons donc fait un gros travail en termes d'archivage et de tri, 22 446 kg d'archives ont été récupérés, détruits et recyclés par la société Nouvelle Attitude :

Nouvelle Attitude® est une entreprise d'insertion conventionnée par l'Etat et le Pôle Emploi, spécialisée dans le recyclage des papiers de bureau. Depuis 2011 Nouvelle Attitude® est une entreprise du groupe La Poste.

Ses expertises conjuguent une double compétence :

- Réunir et animer les conditions sociales et professionnelles nécessaires pour assurer la formation, l'encadrement et la réintégration dans le monde du travail de personnes exclues, ou victimes d'handicaps sociaux ou professionnels.
- Animer une activité logistique et industrielle locale et pérenne, à fort potentiel de développement, créatrice d'emplois dans le domaine de la prévention et du recyclage et des papiers de bureaux.

Par son activité d'insertion par le travail et son expertise dans la valorisation des papiers de bureaux, Nouvelle Attitude s'inscrit comme « contributeur actif aux préoccupations majeures du développement durable territorial ».

L'économie de ressource ou la nécessité de réexaminer le fonctionnement de ses organisations pour les rendre plus efficaces, tant au niveau de leurs modes de consommation que de leurs impacts sur l'environnement.

L'économie sociale et solidaire ou la nécessité de conjuguer avec les acteurs socio-économiques, une meilleure alliance entre efficacité sociale et rentabilité économique.

L'économie territoriale ou la nécessité de valoriser localement les ressources d'un territoire pour y créer des richesses et contribuer à pérenniser son développement économique.

Préservation des ressources naturelles :

- Extinction des éclairages inutiles et utilisation d'ampoules basse tension à économie d'énergie.
- Extinction des appareils (type photocopieurs..) et écrans plutôt que d'utiliser le mode veille.
- Utilisation en interne de tasses en porcelaine et également au maximum pour nos clients plutôt que d'utiliser des gobelets jetables, la même chose pour les petites cuillères. Et les gobelets jetables utilisés sont obligatoirement recyclables.
-
- Limiter l'utilisation du papier en faisant des photocopies recto/verso et en imprimant recto/ verso : les photocopieurs et imprimantes sont paramétrés pour sortir les impressions et photocopies en recto/verso par défaut et en noir et blanc.
- La baisse de la consommation de papier nous a d'ailleurs permis de rendre deux de nos photocopieurs.
- Récupération au maximum de papier pour en faire des « brouillons ».
- Privilégier internet pour toute notre communication interne et externe : envoi de la newsletter, documentation, invitations, note de service..., à

cet égard nous indiquons dans notre lettre d'information sur les honoraires à destination de nos clients que « l'ensemble des échanges : courriers, consultations, projets, factures se fera sauf exception par voie électronique ».

- Le cabinet dispose pour sa communication externe, d'un blog, de comptes twitter, LinkedIn et Facebook.
- Utilisation systématique de papier recyclé ou de haute qualité environnementale, que ce soit pour le papier d'utilisation courante, le papier des supports de communication (plaquettes, carte de visites...).
- Indication sur tous les mails sortant de la mention en français et en anglais :
☐ Help save paper - do you need to print this email?
- Collaboration exclusive avec un imprimeur ayant le certificat « Imprim'vert ».
- Utilisation de cartes de vœux électroniques

Réduction et rationalisation de la consommation de fournitures et de consommables :

- En 2012, le cabinet a consommé :
 - 42 piles
 - 16 piles rechargeables
 - 3.595,5 kg de papier.
- En 2013, le cabinet a consommé :
 - 40 piles
 - 8 piles rechargeables
 - 2.792 kg de papier
- En 2014, le cabinet a consommé :
 - 38 piles
 - 8 piles rechargeables
 - 3.553 kg de papier
- En 2015, le cabinet a consommé :
 - Aucune pile
 - Aucune pile rechargeable
 - 2 898.8 kg de papier
 -

Nous constatons que la consommation de piles s'est arrêtée et que celle du papier a très nettement diminuée (- 650 kg)

▪ En 2016 le cabinet a consommé :

- 92 piles
- Aucune pile rechargeable
- 1 625 kg de papier
-

Nous remarquons une baisse extrêmement importante de notre consommation de papier qui a diminué de plus de la moitié.

En 2017 le cabinet a consommé :

60 piles

Aucune pile rechargeable

1 477 kg de papier

Notre consommation de papier continue de diminuer significativement. (moitié moins qu'en 2015)

Prévention de la pollution :

- Contrat avec une société de coursiers à vélo.

Nous avons deux prestataires extérieurs pour les courses, un qui utilise la voiture et l'autre le vélo :

- En 2012 : 25 courses en voiture et 78 courses en vélo
- En 2013 : 9 courses en voiture et 101 courses en vélo
- En 2014 : aucune course en voiture et 47 courses en vélo
- En 2015 : aucune course en voiture et 69 courses en vélo
- En 2016 : aucune course en voiture et 17 courses en vélo
- En 2017 : aucune course en voiture et 12 courses en vélo

Il n'y a eu aucune course en voiture en 2016 au profit des courses en vélo qui ont également fortement diminué, ce qui est très satisfaisant.

- Pour les déplacements des avocats, la priorité est donnée aux voyages en train plutôt qu'en avion :
 - **En 2012 :**
Les déplacements professionnels en train : 108
Les déplacements professionnels en avion : 30
 - **En 2013 :**
Les déplacements professionnels en train : 103
Les déplacements professionnels en avion : 33

- **En 2014 :**

Les déplacements professionnels en train : 99
Les déplacements professionnels en avion : 26

En 2015 :

Les déplacements professionnels en train : 148
Les déplacements professionnels en avion : 23

En 2016 :

Les déplacements professionnels en train : 167
Les déplacements professionnels en avion : 30

En 2017 :

Les déplacements professionnels en train : 129
Les déplacements professionnels en avion : 9

Nous remarquons une baisse significative des déplacements en train ainsi que des déplacements en avion

- En cas de grève, le covoiturage s'est instauré notamment parmi les salariés et dans la mesure du possible, la direction autorise les membres du cabinet qui le peuvent à rester chez eux avec encouragement pour le télétravail.
- Nous avons encouragé les avocats à organiser des conférences téléphoniques avec les clients pour éviter les déplacements pour les rencontrer, ou que les clients eux-mêmes se déplacent.

Pour cela, le cabinet fait appel par le biais d'internet à un système gratuit d'organisation de conférence téléphonique et en interne il s'est équipé d'un système d'audio conférence (*Voice station*) afin que ces conférences se déroulent le plus confortablement possible pour les intervenants.

PRINCIPES RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

En tant que cabinet d'avocat, nous ne sommes pas directement impactés par le problème de la corruption.

Le métier d'avocat étant une profession règlementée, nous sommes soumis au contrôle permanent de deux organismes : **l'Ordre des avocats et la CARPA.**

Les membres de la profession sont tenus de respecter le **R.I.N (Règlement Intérieur National)** ainsi que l'ensemble des textes (loi de 1971, décret de 1991...) regroupés dans un **code de déontologie**, qui sont autant de garde-fous contre les mauvaises pratiques en général et la lutte contre la corruption en particulier.

Quelques exemples :

L'article 1.5 du RIN (Devoir de prudence) dispose :

« En toutes circonstances, la prudence impose à l'avocat de ne pas conseiller à son client une solution s'il n'est pas en mesure d'apprécier la situation décrite, de déterminer à qui ce conseil ou cette action est destiné, d'identifier précisément son client.

A cette fin, l'avocat est tenu de mettre en place, au sein de son cabinet, une procédure lui permettant d'apprécier, pendant toute la durée de sa relation avec le client, la nature et l'étendue de l'opération juridique pour laquelle son concours et sollicité.

Lorsqu'il a des raisons de suspecter qu'une opération juridique aurait pour objet ou pour résultat la commission d'une infraction, l'avocat doit immédiatement s'efforcer d'en dissuader son client. A défaut d'y parvenir, il doit se retirer du dossier. »

L'article 6.3 du RIN dispose :

« Indépendamment de ces missions, il peut recevoir de ses clients un mandat dans les conditions fixées ci-après.

L'avocat doit justifier d'un mandat écrit, sauf dans les cas où la loi ou le règlement en présume l'existence.

Il peut recevoir mandat de négocier, d'agir et de signer au nom et pour le compte de son client. Un tel mandat doit être spécifique et ne peut en conséquence avoir un caractère général.

Il peut être désigné comme représentant fiscal de son client.

Il peut assister ou représenter son client à l'occasion de la réunion d'une assemblée délibérative ou d'un organe collégial, à charge pour lui d'en aviser au préalable l'avocat de la personne morale ou, à défaut, son représentant légal ou l'auteur de la convocation.

Il peut accepter un dépôt ou une mission de séquestre conventionnel ou judiciaire.

Il doit refuser de recevoir en dépôt ou à titre de séquestre un acte manifestement illicite ou frauduleux.

Le mandat écrit doit déterminer la nature, l'étendue, la durée de la mission de l'avocat, les conditions et modes d'exécution de la fin de celle-ci, ainsi que les modalités de sa rémunération.

Lorsque l'avocat est dépositaire ou séquestre de fonds, effets ou valeurs, il doit les déposer sans délai à la CARPA ou sur le compte « séquestre » du bâtonnier, avec une copie de la convention de dépôt ou de séquestre.

L'avocat s'assure au préalable de la licéité de l'opération pour laquelle il lui est donné mandat. Il respecte strictement l'objet du mandat et veille à obtenir du mandant une extension de ses pouvoirs si les circonstances l'exigent. S'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir le mandat qui lui est confié, il doit en aviser sans délai le mandant.

En plus du RIN les avocats parisiens doivent se conformer au **Règlement Intérieur du Barreau de Paris** qui dans ses articles 75.1 et suivants précise les règles concernant « les règlements pécuniaires et les obligations comptables » (http://www.avocatparis-bdd.org/RIBP.htm#_Toc367108264)

Mais le cabinet Huglo Lepage & Associés a souhaité aller plus loin. Un point crucial nous est apparu comme étant celui de l'éthique, raison pour laquelle nous avons adhéré à la Charte de transparence sur les honoraires du réseau Gésica (réseau d'avocats indépendants) et que nous affichons également sur notre site internet nos 7 engagements :

- Engagement en termes de qualité
- Engagement en termes de qualité intellectuelle et de compétence technique
- Engagement en termes de conflits d'intérêts
- Engagement en termes de développement durable
- Engagement en termes d'éthique environnementale
- Engagement en terme financier
- Engagement en termes de disponibilité

CHARTRE SUR LA TRANSPARENCE DE L'HONORAIRE

Le réseau GESICA regroupe des cabinets d'avocats indépendants qui ont choisi de mettre en valeur la qualité de communication et la transparence de l'honoraire entre ses membres et leurs clients.

Les avocats GESICA dans le respect de la liberté de fixation de l'honoraire, mais soucieux d'une information précise et préalable, s'engagent, au-delà des obligations légales, à assurer une clarté complète et sincère sur les coûts d'intervention en observant les règles suivantes :

- Donner une information préalable sur le montant des provisions et honoraires (forfait) ou le moyen de le déterminer (temps passé) ou proposer une convention d'honoraires comportant éventuellement un honoraire de résultat.
- Formaliser par écrit une proposition des honoraires frais et débours qui sera soumise à la signature ou à l'accord du client.
- Avertir le client, en cas d'événement susceptible de modifier le montant initialement prévu, en raison de l'évolution du dossier.
- Fournir sur simple demande un état détaillé des diligences effectuées
- En cas d'honoraire au temps passé, établir au fur et à mesure des diligences une facturation et en tenir régulièrement informé le client.
- Remettre au client au terme de la mission qui lui a été confiée, ou à la clôture du dossier, un compte détaillé, précisant les diligences accomplies et rappelant l'ensemble des sommes appelées.
- Afficher et porter à la connaissance de la clientèle la présente charte.
- Conformément aux dispositions de l'article 10 du RIU cette charte pourra être portée à la connaissance du public.

CONCLUSION

En ce qui concerne les déplacements, le cabinet a réussi à se stabiliser à un niveau acceptable depuis 2011, mais qui continue de baisser notamment les voyages en avion (de 30 en 2016 nous sommes passés à 9 en 2017).

Pour les coursiers, il n'y a eu aucune course en voiture en 2017 au profit des courses en vélo qui elles aussi sont en baisse, ce qui est très satisfaisant.

En ce qui concerne les fournitures, nous constatons une baisse extrêmement importante de notre consommation de papier pratiquement la moitié en 3 ans. (Nous sommes passé de 2898 kg en 2015 à 1477 kg en 2017)

Depuis 2013 le cabinet va plus loin que le tri des déchets. En effet les collectes bénévoles de piles et de cartouches ont pour la plupart cessé leur activité.

Nous avons donc souscrit un contrat en 2013 avec la poste « Recy'go ». Le facteur venait collecter régulièrement les récupérateurs de papier installés dans chaque bureau : les Eco'belles® étaient vidées régulièrement dans les bacs à recycler mis à notre disposition. Ces bacs étaient emportés par le facteur lors de sa tournée. L'impact en émission de CO2 supplémentaire était donc quasi nul.

Nos papiers usagés étaient traités par des entreprises d'insertion. Le tri des papiers était confié à des entreprises d'insertion partenaires où les salariés bénéficiaient d'un accompagnement personnalisé leur permettant un retour à l'emploi pérenne. Nous participions ainsi au développement de l'économie sociale et solidaire.

Les papiers étaient recyclés en France. Suite à l'accord signé avec COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses), La Poste s'engageait à confier les papiers à recycler aux papetiers situés en France.

En 2015 nous avons mis fin à notre contrat avec la poste pour en prendre un autre plus avantageux et surtout plus sécurisé du point de vue confidentialité avec un service spécialisé du groupe Paprec : Confidentialys.

Nous avons fait recycler 660 kg de papier en 2017 (cf. rapport ci-joint)

Le mode de fonctionnement est quasiment le même, avec un collecteur en carton pour chaque personne, mais un collecteur général sécurisé.

En 2014 pour la récupération des piles, nous avons passé un contrat avec Corepile. Corepile est un éco-organisme sous Agrément d'Etat depuis 2010 qui assure la collecte et le recyclage des piles et accumulateurs portables pour le compte de ses

adhérents metteurs sur le marché en France (producteurs, distributeurs, incorporeurs et importateurs).

Créé en juillet 2003 par les principaux fabricants ou distributeurs, il assure une mission d'intérêt général de façon mutualisée, dans le respect de son cahier des charges. Ainsi il rend compte régulièrement de ses activités au Ministère de l'Environnement, à l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), à un censeur d'État et à la Commission Consultative d'Agrément.

La mission première de Corepile est de développer en France métropolitaine et dans les DOM/COM, la collecte sélective et le recyclage de toutes les catégories de piles et petites batteries portables afin de contribuer à atteindre l'objectif national de 45% à l'horizon 2016.

Une collecte a d'ores et déjà été opérée.

Collecte 2015	Collecte 2016	Collecte 2017
0 Kg	51 Kg	0 Kg

Nos archives de plus de 10 ans ont également été récupérées puis recyclées par la SGA (Société Générale d'archives).

Enfin, la promotion du Développement Durable reste au sein du droit de l'environnement le cœur de métier du cabinet ATMOS Avocats et un de ses principaux axes de développement : notamment avec la démarche d'adhésion volontaire à la procédure dématérialisée des juridictions administratives « télérecours », ainsi qu'auprès des instances européennes avec « e-curia », <https://curia.europa.eu/e-Curia>. (Adhésion du cabinet fin 2015) une communication élargie sur les réseaux sociaux, une nouvelle organisation pour la récupération et le recyclage de nos déchets.

Et depuis cette année dans une démarche de mise en place d'un plan de développement durable au sein du cabinet.

NOM DU CLIENT : SELARL HUGLO LEPAGE & ASSOCIES
 ADRESSE DU SITE : 81 RUE DE MONCEAU - 75008, PARIS
 N° de contrat : 57509
 N° de site : 16299



Période : 01/01/2017 au 30/06/2017

Votre contact: Service Client La Corbeille Bleue - lcsav@paprec.com - 01.41.69.70.93

Quantités et poids collectés

PAPIER / CARTON	Code déchet	Matériel	Volume	JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUN	
				Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.
Archives confidentielles	20 01 01	Collecteur sécurisé	70 Litres	2	60	2	60	2	60	2	60	2	60	2	60
				2	60	2	60	2	60	2	60	2	60	2	60
TOTAL				2	60	2	60	2	60	2	60	2	60	2	60

NOM DU CLIENT : SELARL HUGLO LEPAGE & ASSOCIES
 ADRESSE DU SITE : 81 RUE DE MONCEAU - 75008, PARIS
 N° de contrat : 57509
 N° de site : 16299



Période : 01/07/2017 au 31/12/2017

Votre contact : Service Client La Corbeille Bleue - lcb SAV@paprec.com - 01.41.69.70.93

Quantités et poids collectés

PAPIER / CARTON	Code déchet	Matériel	Volume	JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE	
				Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.	Qté	Poids en Kg.
Archives confidentielles	20 01 01	Collecteur sécurisé	70 Litres	2	60	2	60	2	60	2	60	2	60	0	0
				2	60	2	60	2	60	2	60	2	60	0	0
TOTAL				2	60	2	60	2	60	2	60	2	60	0	-

NOM DU CLIENT : SELARL HUGLO LEPAGE & ASSOCIES
ADRESSE DU SITE : 81 RUE DE MONCEAU - 75008, PARIS
N° de contrat : 57509
N° de site : 16299



Période : 01/01/2017 au 31/12/2017

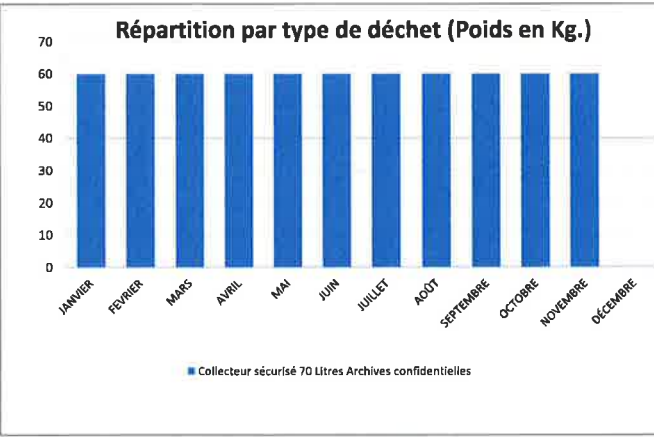
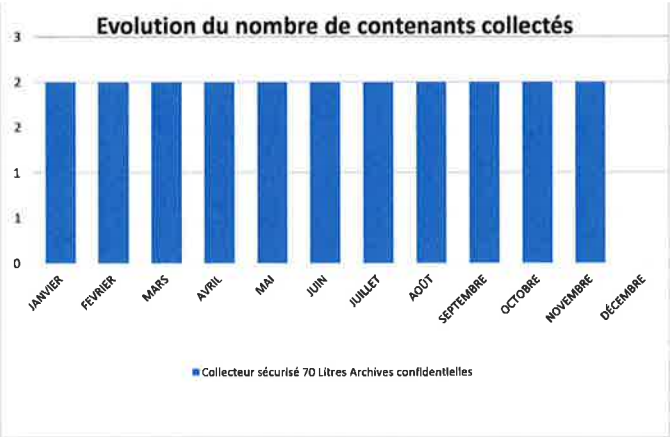
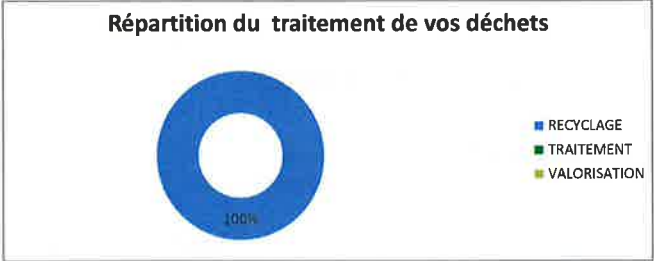
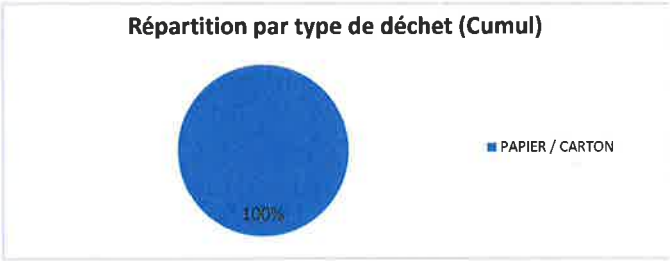
Votre contact : Service Client La Corbeille Bleue - lcsav@paprec.com - 01.41.69.70.93

Quantités et poids collectés

TOTAL 2017




PAPIER / CARTON	Code déchet	Matériel	Volume	Qté	Poids en Kg.
Archives confidentielles	20 01 01	Collecteur sécurisé	70 Litres	22	660
				22	660
TOTAL				22	660

Evolution et repartition des tonnages collectés



Reporting environnemental 2017

	CO ₂	PÉTROLE	EAU	ARBRES
	0,03 T de dioxyde de carbone	178 km parcourus en voiture	5 412 litres d'eau économisés	11 arbres préservés
Economies réalisées grâce au recyclage sur 2017				

	PAPIER / CARTON	PLASTIQUE PET	CANETTES	VERRE
Poids (T)	0,66	0,00	0,00	0,00
Equivalence en produits finis sur 2017	198 Ramettes de papier 80g/m ² 			

Sources : -Réseau Action Climat France en partenariat avec l'Ademe: "Des gaz à effet de serre dans ma poubelle"
-Assemblée nationale en liaison avec l'Ademe: "Guide des bonnes pratiques environnementales"

Mode de traitement

Déchets	Code Nomenclature	Type de traitement	%	Centre de traitement Agréé	Principale filière	Opération de valorisation
Papier	20 01 01	Valorisation matière	100%	La Corbeille Bleue - La Courneuve	GREENFIELD - Château-Thierry 02	R5
Archives confidentielles	20 01 01	Valorisation matière	100%	Confidentialys - La Courneuve	GREENFIELD - Château-Thierry 02	R5
Déchets Industriels Non Dangereux (DIN) valorisables	20 03 01	Valorisation matière	70%	Paprec Ile-de-France nord Le Blanc Mesnil (93) ou Paprec Ile de France sud Villeneuve le Roi (94)	Plusieurs filières en fonction des matières recyclables : Papier, Carton, Bois, Plastique, Métaux	R5
Déchets Industriels Non Dangereux (DIN) non valorisables	20 03 01	Enfouissement	100%	REP Claye Souilly 77	REP Claye Souilly 77	D5*
Bouteilles PET	20 01 39	Recyclage matière	100%	PAPREC Trivalorisation - Le Blanc Mesnil	FPR (France Plastique Recyclage) 465 Route des Prés de la Mer 78520 LIMAY	R5
Canettes	20 01 40	Recyclage matière	100%	PAPREC Trivalorisation - Le Blanc Mesnil	Arcelor Mittal France	R4
Blodéchets	20 01 08	Méthanisation / Compost	100%	Blonerval	Bionerval Sana Group - Avenue de la Sablière, 91150 Étampes	R3
Gobelets	20 01 39	Recyclage matière	100%	Paprec Plastiques La Neuve Lyre (27)	Paprec Plastiques La Neuve Lyre (27)	R5
Carton	20 01 01	Recyclage matière	100%	La Corbeille Bleue - La Courneuve	EMIN LEYDIER - Cartonnerie Oyonnax	R5
Verre	20 01 02	Recyclage matière	100%	PAPREC Trivalorisation - Le Blanc Mesnil	Pate - Villeparisis	R5
DEEE	16 02 13	Recyclage matière	100%	PAPREC D3E - Sarcelles	PAPREC D3E - Sarcelles	R4
Piles/batteries	16 06 00	Recyclage matière	100%	Recydis - Le Blanc-Mesnil	Recydis - Le Blanc-Mesnil	R4
Cartouches	08 01 00	Valorisation énergétique	100%	Recydis - Le Blanc-Mesnil	Recydis - Le Blanc-Mesnil	R1
DASRI	18 01 03	Valorisation énergétique	100%	Recydis - Le Blanc-Mesnil	Recydis - Le Blanc-Mesnil	R1

*75% du biogaz capté